

AAP « Innovations et pratiques sobres en eau en entreprise agroalimentaire »

Secteur	Alimentation	
Titre du projet d'investissement		
Porteur		
Date de la demande	/ /	Date de début d'éligibilité (réservé à l'administration) : / /

Votre demande doit être dûment complétée et adressée en :

- ✓ **1 exemplaire par courriel à l'adresse dapa@paysdelaloire.fr** (en version « word » pour la présente demande)
- ✓ Date limite de dépôt des projets : **31/01/2025** à 23:59

Un accusé de réception sera adressé après vérification de la complétude de votre dossier

**Pour tout renseignement, vous pouvez contacter la DAPA par téléphone au 02.28.20.56.17.*

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER

Pour être considérée comme complète, la demande d'aide doit être constituée des documents suivants :

Documents à renseigner

- Présentation du porteur de projet (p. 2)
- Présentation du projet (p. 3)
- Présentation du budget prévisionnel sur la base du fichier Excel en annexe, dûment complété et signé

Documents à joindre

➤ **Pour tous les demandeurs :**

- Relevé d'identité bancaire ou postal
- Tout document permettant de justifier de la situation du demandeur au regard de la TVA (*sauf pour les collectivités, les groupements et leurs établissements publics*)
- Les bilans et comptes de résultat (hors annexe) des deux derniers exercices clos ou du dernier exercice lorsque la structure est plus récente (*sauf pour les collectivités, les groupements et leurs établissements publics*)
- Les statuts ou extrait du registre du commerce et des sociétés ou d'inscription au registre des métiers datant de moins de 3 mois (en cas de première demande) (*sauf pour les collectivités, les groupements et leurs établissements publics*)
- Les devis et/ou une estimation des travaux étayés
- Lettre d'intention de co-financement du(des) financeur(s) public(s) (ou justificatif d'aide) le cas échéant

➤ **Pour les associations (loi 1901) :**

- Le budget prévisionnel de l'année au titre de laquelle l'aide régionale est sollicitée
- Un extrait du Journal Officiel portant déclaration constitutive de l'association
- Le contrat d'engagement Républicain complété et signé (modèle p. 4).

➤ **Pour les investissements dans les ports de pêche, les sites de débarquement, les halles de criée et abris :**

- Document précisant le lieu exact de l'opération (détails de la situation niveau portuaire, plan...)
- Document autorisant l'occupation temporaire du domaine public ou autorisant l'exploitation pour l'opération le cas échéant
- Document ou attestation sur l'honneur précisant le nombre de bénéficiaires de l'opération (nombre de pêcheurs, d'acheteurs...) et détaillant les modalités de mise sur le marché des produits débarqués sur le port
- Business plan sur 3 ans intégrant l'ensemble des recettes envisagées (subventions, loyers, taxes...)

La Région se réserve le droit de solliciter tout autre document qui s'avèrerait nécessaire à l'instruction de la demande.

de conventions. Je comprends que mes données seront utilisées uniquement à des fins administratives et que je conserve le droit de retirer ce consentement à tout moment.

Je ne donne pas mon consentement et demande à maintenir la procédure physique papier.

A..... le

Nom, prénom, fonction et signature du représentant légal de l'entreprise¹

¹ Si le signataire n'est pas le représentant légal joindre une habilitation

DESCRIPTION DU PROJET

Compléter l'ensemble des champs / 2 pages maximum

Titre du projet	
Calendrier de réalisation	<p><u>Date de début</u> d'engagement des dépenses* :</p> <p><u>Date de fin</u> d'engagement des dépenses :</p> <p><i>* Les dépenses ne pourront être prises en compte qu'à compter de la date indiquée dans le courrier de la Région accusant réception de la demande.</i></p>
Territoire(s) concerné(s)	
Coût Total (HT ou TTC) €
Montant de l'aide régionale sollicitée €
Contexte et enjeux <i>lien avec la stratégie de l'entreprise, méthodologie,..</i>	
Objectifs <i>niveau de maturité de la solution envisagée et verrous technologiques éventuels</i>	
Résultats attendus* <i>retombées attendues en termes d'économie d'eau</i>	<i>*Préciser les volumes et la nature des eaux actuellement utilisées, et estimer les volumes économisés et les périodes d'économie si le projet était mis en œuvre, à activités constantes.</i>
Perspectives de développement <i>(retombées économiques, industrielles, technologiques, environnementales, (chiffre d'affaires, maintien/création d'emplois, RSE, économie circulaire, etc.)</i>	
Communication et actions de diffusions envisagées	

CONTRAT D'ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Document annexe à la demande de subvention, à compléter pour les associations et les fondations

La loi n°2021 1109 du 24 août confortant le respect des principes de la République et son décret d'application n°2021 1947 du 31 décembre 2021 ont défini les bases et modalités du contrat d'engagement républicain (cf. annexe 1 : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044806609>) des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques.

Ces dispositions s'appliquent aux demandes de subventions présentées à compter du 2 janvier 2022.

Dans le cadre du dépôt de votre dossier de demande de subvention, il vous revient de nous retourner ce document dûment complété et signé.

Pour les associations non agréées par l'Etat ou par ses établissements publics et pour les associations ou fondations non reconnues d'utilité publique

Je soussigné(e), (nom et prénom)
représentant(e) légal(e) de l'association/ la fondation
déclare :

- que l'association / la fondation a pris connaissance des dispositions de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de son décret d'application n°2021-1947 du 31 décembre 2021
- que l'association / la fondation souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et reproduit en annexe du présent formulaire de demande de subvention.

Pour les associations agréées par l'Etat ou par ses établissements publics et pour les associations ou fondations reconnues d'utilité publique

Je soussigné(e), (nom et prénom)
représentant(e) légal(e) de l'association / la fondation
déclare :

- que l'association / la fondation a pris connaissance des dispositions de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de son décret d'application n°2021-1947 du 31 décembre 2021
- que l'association / la fondation a été agréée par l'Etat ou ses établissements publics au titre de..... en date du.....
- ou que l'association / la fondation a été reconnue d'utilité publique par décret en date du.....
- que l'association / la fondation a déjà souscrit ou souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et reproduit en annexe du présent formulaire de demande de subvention.

Fait à, le.....

Pour le bénéficiaire

Nom, Prénom, Qualité du signataire